

NICOLAS DUPONT-AIGNAN – Debout la France

Taxation des plus riches

Nicolas Dupont-Aignan souhaite rétablir un impôt sur les très grandes fortunes mais il souhaite dans le même temps exonérer totalement la résidence principale (contre un abattement de 30% aujourd'hui). Il ne revient pas sur les principales niches fiscales à l'ISF. Il ne souhaite pas revenir sur la flat tax mise en place en 2017 par Emmanuel Macron

Le candidat de "Debout la France" ne souhaite pas réformer le maquis des niches fiscales sur le droit à l'héritage qui profite avant tout aux plus aisés (90% des successions ne sont pas taxées), il souhaite au contraire de nouvelles exonérations sur la résidence principale et l'entreprise.

Point d'attention:

Rétablir un impôt sur le patrimoine financier sans revoir les niches fiscales devrait permettre aux plus riches de continuer à échapper largement à l'ISF. Dans le même temps, une exonération totale de la résidence principale devrait également profiter aux plus riches des riches dont les valeurs immobilières sont plus aisées. Le rendement de l'ISF proposé par Nicolas Dupont-Aignan sera donc largement de l'ordre du symbole.

En ne s'attaquant pas à l'architecture de la taxation des successions et en proposant à l'inverse de nouvelles exonérations, le candidat devrait permettre une nouvelle exonération à destination des plus riches (près de 90% des successions ne sont pas taxées).

Progressivité de l'impôt

Le candidat "Debout la France" ne fait aucune proposition en matière de progressivité de l'impôt. Il souhaite baisser les cotisations patronales jusqu'à 3 SMIC. Une telle mesure revient à baisser le financement de notre modèle social.

Par ailleurs, il propose de réaliser un audit de ces niches pour juger de l'impact réellement positif pour l'économie des 474 niches fiscales existant actuellement.

Point d'attention:

Nicolas Dupont-Aignan propose une baisse des cotisations pour augmenter le salaire. Une très mauvaise solution qui inflige une double peine pour les plus précaires: les baisses de cotisations participent à l'assèchement du financement de notre modèle social et justifient des réformes dont les plus précaires sont aujourd'hui les premières victimes (réforme de l'assurance chômage, retraite, etc.). Par ailleurs, l'alternative d'une couverture privée pour remplacer la sécurité sociale coûte proportionnellement plus cher pour les plus précaires.

L'audit des niches fiscales devra avoir pour objectif de limiter les niches fiscales qui exacerbent les inégalités.

Impôt des multinationales

Le candidat de Debout la France souhaite taxer les multinationales en France au prorata de leur part de chiffre d'affaires mondial réalisé en France, inspirée en partie de la taxation unitaire

souhaitée par les ONG pour imposer les entreprises sur leur activité économique réelle et lutter contre les paradis fiscaux. Il souhaite par ailleurs réformer le Crédit Impôt Recherche pour limiter les abus des grandes entreprises en plafonnant les réductions au niveau du groupe et non de chaque filiale.

Si Nicolas Dupont Aignan ne souhaite pas baisser les impôts de production, il souhaite en revanche introduire une nouvelle niche fiscale qui permettrait aux multinationales de diviser par 2 leur impôt sur les bénéfices réinvestis en France. Une mesure qui entamerait largement l'objectif d'établir un impôt minimum sur les multinationales.

Point d'attention:

La taxation unitaire soutenue par les ONG est une réforme à vocation internationale, elle permettrait de répartir les droits à taxer des entreprises en fonction de leur activité économique réelle dans chaque pays (mesurée par les ventes, comme le propose le candidat communiste, mais aussi les employés et les actifs). Le candidat ne fait aucune proposition pour faire avancer ce sujet au niveau international. Il ne précise pas non plus comment il souhaite mettre en place la mesure de manière unilatérale, notamment vis-à-vis des conventions fiscales existantes.

En introduisant une nouvelle niche fiscale sur les bénéfices réinvestis en France, Nicolas Dupont Aignan risque d'affaiblir les objectifs d'établissement d'un impôt minimum effectif négocié au niveau international.

Taxer la spéculation

Le candidat souhaite que la France soit à l'origine d'une initiative internationale pour lutter contre la spéculation et interdire le trading haute fréquence.

Point d'attention:

Nicolas Dupont-Aignan ne précise pas si cette initiative sera portée au niveau européen ou international (le cas échéant, dans quel cadre). Il ne propose rien pour changer la TTF française.

Fiscalité écologique

Le programme de Nicolas Dupont-Aignan ne comprend que très peu d'informations sur la fiscalité écologique. Il ne contient aucun plan de sortie des niches fiscales climaticides. Au contraire, il souhaite une baisse définitive de la TVA sur l'essence sans donner de vision sur la sortie de notre dépendance aux fossiles.

Point d'attention:

Il faut une réponse immédiate face à la hausse spectaculaire du prix de l'électricité, du gaz et de l'essence, dans le contexte de la guerre en Ukraine, pour garantir une sécurité énergétique des français-e-s les plus précaires. Néanmoins, Oxfam n'estime pas que la réponse soit une baisse définitive de la TVA.

Une telle baisse ne garantit pas un prix d'accès raisonnable pour les plus précaires, dans un contexte de hausse continue du prix du gaz et elle bénéficie largement aux catégories les plus aisées: selon l'ONG Transport&Environnement la remise de 15 centimes sur le prix de

l'essence profite ainsi dix fois plus aux 10% les plus riches qu'aux 10% les plus pauvres. Une telle baisse ne saurait être définitive.

Oxfam recommande des actions temporaires pour limiter la hausse du prix de l'énergie (comme les tarifs sociaux pour les factures de gaz et d'énergie) et des aides ciblées vers les plus précaires. Des mesures structurelles doivent être prises pour assurer la fin de notre dépendance aux énergies fossiles et garantir une sécurité énergétique et une mobilité durable (investissement bas-carbone).

Fiscalité féministe

Le candidat ne se prononce pas en faveur de la déconjugalisation de l'impôt sur le revenu ce qui permettrait de lutter contre la spécialisation au sein des couples et les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes. Il ne s'engage pas non plus à revoir la fiscalisation des pensions alimentaires pour éviter que le versement d'une pension ne prive une mère seule des minimas sociaux. Il souhaite en revanche que l'allocation adulte handicapé (AAH) soit déconjugalisé.